

**Objet : Compétence Plan local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI)**

L'an deux mille vingt-quatre, le douze décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commerce Void Vaucouleurs, convoqués le trois décembre deux mille vingt-quatre, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents : **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixy-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, CAHU Gérard, Laurent CLAUDE ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Lérrouville** : HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, GEOFFROY Alain, GUERILLOT Virginie, HOCQUART Clothilde ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Champougnny** : VINCENT Éric ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Commercy** : CARE Florent, DELAMARCHE Carole, GENARD Angélique, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, KIEFER Sandrine, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoît, SACCHIERO Laëtitia, THIRIOT Elise ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine ; **Vignot** : LECLERC Madeleine, MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

GEOFFROY Alain de DI RISIO Ghislaine ; FERIOLI Alain de MOUSTY Michel ; BARREY Patrick de THIRIOT Elise ; CAHU Gérard de CARE Florent ; LAURENT Claude de MARCHAND Martine ; LANTERNE Bruno de KIEFER Sandrine

Secrétaire de séance : MARCHAND Eric

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 46

Nombre de pouvoirs : 6

Nombre de suffrages exprimés : 52

VOTES : Pour : 52 - Contre : 0 - Abstention : 0

**12/12/2024 Délibération n°116-2024**

Le Président expose que le PLUi est un outil essentiel d'aménagement de l'espace, il définit et réglemente l'occupation des sols sur le territoire intercommunal et détermine les droits à construire de chaque parcelle, publique ou privée.

Le PLUi permettrait de :

- Formaliser à l'échelle intercommunale les grandes orientations d'aménagement du territoire
- Eviter à court terme la révision des documents d'urbanisme des communes (mise en compatibilité SCOT et ZAN Loi Climat et résilience)
- Mutualiser le potentiel constructible issu de la loi ZAN et du SRADDET de la Région
- Conforter l'armature territoriale du SCOT
- Redonner aux maires les moyens d'agir sur leur territoire pour les communes actuellement en RNU
- Profiter de la tranche conditionnelle du marché en cours pour le Scot et des subventions potentielles

Le PLUi est élaboré sous l'initiative de l'EPCI compétent avec les communes membres.

Le PLUi sert de référence à l'instruction des demandes d'occupation du sol par le service instructeur de la CC.

L'exercice de compétence à l'échelle intercommunale est sans impact sur la compétence ADS (Autorisation du Droit des Sols) des maires ; les autorisations restent accordées par les Maires, leur assurant la maîtrise finale des projets.

L'exercice de la compétence PLU entraîne de plein droit, le transfert du droit de préemption urbain (DPU) à la Communauté de communes (Article L.211-2 du code de l'urbanisme). L'exercice du DPU étant obligatoirement lié à une compétence, le DPU sera délégué aux maires des communes ayant institué un DPU, dans les zonages et périmètres définis s'ils existent, en vue de réaliser des actions ou des opérations d'intérêt communal qui ne relèveraient pas des compétences de la communauté de communes.

Vu le marché attribué à PLANED pour le SCOT contenant une tranche optionnelle = Elaboration d'un PLUi (PADD, OAP, Règlement, ...) sous réserve du transfert de la compétence.

Le transfert de la compétence Plu aux EPCI est possible à tout moment dans le respect des modalités prévues à l'article 136 de la loi ALUR qui dispose « si, à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de cette loi, la communauté de communes n'est pas devenue compétente en matière de PLU, l'organe délibérant de l'EPCI peut, à tout moment, se prononcer par un vote sur le transfert de cette compétence à la communauté de communes. S'il se prononce en faveur du transfert, cette compétence est transférée à la communauté, sauf si 25 % des communes membres représentant au moins 20 % de la population s'y opposent, dans les trois mois suivants le vote de l'organe délibérant de l'EPCI ».

Cette procédure est donc dérogatoire de celle des transferts de compétences de droit commun prévue à l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5214-16 et L. 5211-17, Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 dite ALUR pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,

Il est proposé que la CC CVV exerce la compétence PLUi.

Après exposé du Président,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 18/12/2024

Reçu en préfecture le 19/12/2024

Publié le

ID : 055-200066157-20241212-116\_2024-DE

- **APPROUVE** l'exercice de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » par la CC CVV, figurant dans le groupe de compétences « Aménagement de l'espace » des statuts communautaires en vigueur, avec exercice effectif selon les conditions de l'article 136-II de loi ALUR
- **ACTE** la délégation du droit de préemption urbain aux maires des communes ayant institué un DPU, dans les zonages et périmètres définis s'ils existent, en vue de réaliser des actions ou des opérations d'intérêt communal qui ne relèveraient pas des compétences de la communauté de communes.

*Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.*

*Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.*

**Le Président**

**Francis LECLERC**



Date de convocation : 03/12/2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.